

## CONCOURS GRAND PUBLIC

DU CONSEIL NATIONAL  
DES ASSURANCESRemise des prix  
aux gagnants

Le siège du Conseil national des assurances (CNA) a abrité jeudi la cérémonie de distribution des prix des concours grand public (jeux de stands et jeux interactifs) organisés à l'occasion de la tenue les 14, 15 et 16 décembre 2004 des premières journées portes ouvertes sur les assurances CAT-NAT. Selon M. Smail Benhassir, directeur de la communication au CNA, "le but du concours était de sensibiliser le public, particulièrement les assurables aux catastrophes naturelles et au nouveau produit des assurances, à savoir la police CAT-NAT devenue obligatoire depuis septembre 2004 pour les propriétaires de biens ainsi que pour les activités des commerçants et industriels". Au-delà de la sensibilisation et de la vulgarisation autour de ce produit des compagnies d'assurances, le message que les professionnels des assurances veulent passer à travers ce concours était d'informer les assurables sur les tarifs relatifs à ce nouveau produit qui restent très abordables puisque les tarifs varient entre 100 et 2500 DA par an selon la valeur du bien pour lequel l'assurance est souscrite. En dépit du fait que la police d'assurance CAT-NAT est obligatoire, il n'en demeure pas moins qu'un travail de communication de "longue haleine" est à entreprendre en direction du grand public.

Dans le même cadre, le directeur de la communication du CNA a soutenu que le taux de pénétration des assurances facultatives reste très faible en Algérie puisqu'il avoisine les 6% seulement. Pourtant les événements qu'a connus l'Algérie (inondations, séismes et conditions météorologiques extrêmes) doivent interpellier au plus haut point tout un chacun sur la nécessité d'assurer ses biens.

Lotfi M.

## Rectificatif

Pour illustrer dans notre édition datée du 3 février, un article traitant du retour progressif à la normale à Boghni, après les intempéries de la semaine dernière, une malencontreuse erreur d'inattention de notre part a fait que l'on a utilisé une vieille photo datant de l'époque coloniale qui, nous le comprenons aisément, a heurté la sensibilité des citoyens de Boghni.

Nous nous excusons auprès d'eux et de tous les habitants de cette région chère à notre ami le regretté Ali Zamoum dont on a jamais douté du patriotisme.

## LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET EGALITE DES CHANCES

"Une boîte à outils" pour bricoler  
et se donner bonne conscience ?

Lutte contre les discriminations, égalité des chances, discrimination positive ou, au contraire, méritocratie... la polémique enfle ; le débat n'est pas encore dans la rue, mais il commence à s'imposer dans les rouages de l'Etat français et à contraindre les politiques à se prononcer et à se déterminer sur la manière dont ils envisagent de parer à ce qu'il convient aujourd'hui de reconnaître comme le grand échec des politiques d'intégration menées (ou non menées d'ailleurs) tant par la droite que par la gauche et pour éviter que la frustration de tous les laissés-pour-compte n'explose. C'est dans ce contexte que Jean-Pierre Raffarin, le premier Ministre français, a organisé jeudi une conférence nationale sur l'égalité des chances dans l'entreprise et qui a réuni syndicats, patronat et ministres concernés. Quelles mesures ont été prises à l'issue de cette rencontre qui se voulait "contribuer à relancer fortement la négoc-

iation collective en matière de lutte contre les discriminations", en particulier celles qui visent les jeunes issus de l'immigration et des quartiers défavorisés ? Une boîte à outils, comme unique réponse à une véritable crise née d'écueils multiples mis sur la route de ceux dont l'origine, le nom ou le faciès font de plus en plus barrage à toute entrée ou promotion dans la vie professionnelle et ont contribué par ailleurs à la sous-représentation de cette catégorie de citoyens dans l'espace public français. Cette boîte à outils reprend une proposition d'un rapport, remis au Premier ministre en novembre dernier par Claude Bébear, fondateur du groupe Axa, et qui consiste à faciliter l'accès à un premier entretien d'embauche en rendant le CV anonyme. L'histoire ne dit cependant pas comment, une fois l'entretien réalisé, sera assuré et contrôlé le dispositif de recrutement ou de rejet des candidats. Un autre outil de cette boîte, celui-là sûrement

plus efficace, consiste en la mise en place, par les entreprises, d'un système de parrainage. Si la boîte à outils a prévu de faire inscrire dans les bilans sociaux des entreprises du CAC les actions menées pour la diversité de leurs effectifs, elle laisse cependant le choix aux organisations syndicales et patronales de "se mettre d'accord sur les sujets potentiellement conflictuels". Le gouvernement Raffarin, tout comme le président Chirac ne veulent surtout pas de loi pour imposer quoi que ce soit sur ces discriminations, ni ne souhaitent d'ailleurs s'engager dans une politique de discrimination positive, prônée par Sarkozy, même si un sondage très récent, datant de début février, de l'institut BVA révèle que 58% des Français, soit près de 6 Français sur 10, seraient favorables à ce principe, autrement dit à la mise en place de quotas. L'opinion des principaux concernés ou des associations qui militent contre ces discriminations est elle très partagée sur

De notre bureau à Paris, K. BABA-AHMED

cette notion et ceux qui la refusent mettent en avant ses effets pervers. Ceux qui sont contre la discrimination positive pensent en effet que c'est faire injure aux personnes appartenant à des groupes défavorisés que de pratiquer cette politique "car on a l'impression d'une politique de charité, d'assistance, ce qui pousse ces populations à ne pas faire d'efforts pour s'intégrer par elles-mêmes et qui provoque, de la part des non-bénéficiaires de ces politiques, une stigmatisation des assistés".

La France semble en tout cas aller par de tout petits pas dans ce domaine et ce n'est sûrement pas demain que la France officielle, celle du pouvoir économique et politique, retrouvera les couleurs multiples qui caractérisent la diversité de sa composition ethnique et culturelle.

K. B.-A.

## GREVE GENERALE DU CNES

## "Défense des franchises universitaires"

Défense des libertés syndicales et du droit à la grève, défense des franchises universitaires et satisfaction des revendications du CNES". C'est en résumé, les mots d'ordre de la journée de grève nationale prévue pour le 7 février prochain des enseignants du supérieur. Jeudi dernier, les trois coordinations du Conseil national des enseignants du supérieur (CNES) Est, Ouest et Centre se sont réunies pour l'analyse de la situation dans les universités et la préparation de cette journée de protestation.

La coordination du Centre qui s'est rassemblée en son siège a vu la participation de ses différents délégués. Des étudiants ont aussi assisté à cette rencontre pour apporter leurs témoignages sur les "dépassements enregistrés durant l'année universitaire en cours".

Débatant les événements qui ont eu pour théâtre la faculté de sciences politiques et de l'information (ex-ITFC), les enseignants soulignent que les responsables négligent le déclencheur de cette escalade. "Les différents responsables (doyen, recteur, et ministre) oublient qu'à la base de toute cette situation c'est le cri de détresse des étudiants", note un délégué.

Et d'ajouter : "Il y a eu des petits incidents un peu partout : Sidi-Bel-Abbès et Ben-Aknoun ont été ignorés". "Les franchises universitaires doivent être défendues par toute la communauté. Nous ne voulons plus assister à ça, de voir des forces de l'ordre dans l'enceinte d'un institut" a déclaré une enseignante. Et de s'interroger : "Comment peut-on parler d'un étudiant étranger dans une faculté ?". "De surcroît, les profes-

seurs sont également questionnés avant d'entrer dans une université, s'ils y travaillent ou pas", a affirmé cette déléguée. Cette journée de protestation sera marquée par l'arrêt des cours et ponctuée par des rassemblements des enseignants. Une assemblée générale dans chaque établissement universitaire est aussi prévue.

"Lors de ces AG, les enseignants élaboreront des propositions d'actions qui seront soumises au congrès national du CNES, prévu pour les 23 et 24 février prochains", a affirmé M. Farid Cherbal, coordinateur national adjoint chargé de la région Centre. Lors de ce congrès, il sera décidé des actions à entreprendre avant les examens de fin d'année pour faire aboutir la plateforme de revendications. Un autre point a été soulevé, celui lié à la

"non-gestion de l'université de Bumerdès". "Les enseignants de cette université font face à la dégradation qui va crescendo des conditions de travail et de vie", a témoigné le délégué de Bumerdès. Sur 200 collègues qui y travaillent, 65 ont perdu leurs logements lors du séisme et vivent toujours dans des chalets. "Au jour d'aujourd'hui, aucune action n'a été entreprise pour régler leur situation", a noté M. Cherbal. Le CNES interpelle ainsi le ministre de l'Enseignement supérieur sur la situation de ces enseignants pour qu'une solution définitive leur soit trouvée. Ce syndicat marque, encore une fois, son indignation par rapport aux mesures annoncées par la tutelle "pour jeter en pâture les enseignants" devant l'opinion publique.

Meriem Ouyahia

## POINT DE PRESSE DE LA COMMISSION DE CONTROLE DES ELECTIONS POUR LE RENOUVELLEMENT DU CONSEIL DE L'ORDRE DES AVOCATS

## "Dans la sérénité et la transparence"

Le président de la commission chargée du contrôle des élections pour le renouvellement du conseil de l'Ordre du barreau d'Alger a organisé un point de presse afin d'affirmer que le vote organisé le jour même s'est déroulé dans la transparence totale. Le conférencier a également mis l'accent sur la nécessité de protéger la profession d'avocat afin de garantir une meilleure pratique de la justice.

Amir G. - Alger (Le

Soir) - Au cours de son intervention, M<sup>e</sup> Ali Ammar Laouar a soutenu que l'annulation des premiers suffrages a été une action salutaire, autrement a-t-il souligné, cela aura été vécu comme une authentique catastrophe. L'orateur a insisté que ce sont les quelque 3 000 avocats concernés qui ont eux-mêmes demandé la réorganisation des élections.

Le président de la commission de contrôle des

élections et ex-bâtonnier a par ailleurs assuré que les avocats doivent être associés à la rédaction des lois en rapport avec le citoyen et sa dignité.

D'après lui, un avocat ne peut être que plus conforté dans l'exercice de ses fonctions s'il est parfaitement au courant des lois auxquelles il aura aidé à la confection. M<sup>e</sup> Laouar dira que l'actuel projet de loi qui est actuellement au gouvernement est une catastrophe. Il cite pour l'exemple le cas du



conseil de l'Ordre qui est placé sous la tutelle des procureurs alors que celui-ci doit relever du ministère de tutelle.

Cette situation fait que dans le cas où l'Ordre des avocats prononce une

sanction ou une exclusion à l'encontre d'un avocat, ce dernier peut être réintégré sur décision du représentant du ministère public. L'orateur assure également que les juges intègres réclament la liberté des

robes noires afin de leur permette de délibérer en toute quiétude. Le conférencier a en outre souligné que si l'on souhaite une réelle réforme de la justice, l'Etat doit avant tout encourager la consolidation d'une défense solide. L'ex-bâtonnier a par ailleurs affirmé que les élections se déroulent dans de bonnes conditions marquées par une totale transparence.

D'après lui, les avocats ont su dépasser les cliques à l'encontre de la profession auparavant. A présent, il est question de donner naissance à un conseil légitime afin de pouvoir avancer dans l'amélioration de la pratique de la profession, a-t-il conclu.

A. G.